

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/COMTD/SE/W/11
6 mai 2004

(04-2018)

Comité du commerce et du développement
Session spécifique

Original: anglais

PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LES PETITES ECONOMIES (Précisions concernant les propositions clés exposées dans le document WT/COMTD/SE/W/3)

Communication de la Barbade, des Fidji, des Îles Salomon, de Maurice, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de la Trinité-et-Tobago

La communication ci-après, datée du 4 mai 2004, est distribuée à la demande des délégations de la Barbade, des Fidji, des Îles Salomon, de Maurice, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de la Trinité-et-Tobago.

Introduction

Le présent document est une première réponse des petites économies susmentionnées à la demande, faite à la sixième session spécifique du Comité du commerce et du développement, visant à ce que les propositions figurant dans le document WT/COMTD/SE/W/3 soient précisées. Il traite des questions se rapportant aux préférences, aux subventions et à l'accès aux marchés, mais les propositions concernant les autres questions restent sur la table des négociations.

I. PREFERENCES

A. COMMERCE

1. Les préférences commerciales ont un long passé dans le système commercial multilatéral et elles ont été reconnues comme un mécanisme établi de promotion du développement. Les petites économies exportent un nombre limité de produits grâce aux arrangements préférentiels mis en place par les partenaires commerciaux et ces arrangements sont essentiels pour leur survie.

2. Cette dépendance à l'égard des préférences commerciales existe tant dans le secteur agricole que dans les autres secteurs. Les arrangements existant en matière d'accès aux marchés sont cruciaux pour la stabilité, la croissance et la prévisibilité dans ces deux catégories de secteurs. L'importance des arrangements commerciaux préférentiels a été reconnue par l'OMC. Toutefois, le processus de libéralisation a exacerbé la disparition des marges de préférence. Par ailleurs, cette situation, à laquelle s'ajoute le fait que ces arrangements sont de plus en plus souvent contestés dans le cadre de l'OMC, a créé des incertitudes en ce qui concerne l'accès aux marchés et ajouté à la vulnérabilité des petites économies.

3. Du fait même de leur petite taille, les petites économies et leurs producteurs, qui doivent compter avec la taille restreinte du marché, leur capacité de production limitée et leur faible compétitivité, ont du mal à tirer pleinement parti des possibilités d'accès aux marchés. Les dérogations limitées dans le temps qui ont été accordées jusqu'ici pour les arrangements préférentiels en faveur des pays en développement ne leur permettent pas de répondre aux défis particuliers

auxquels se heurtent ces petites économies vulnérables, qui doivent faire face à des obstacles permanents et inhérents entravant le développement de leurs secteurs d'exportation. Les dérogations n'offrent donc pas aux petits producteurs la stabilité et la prévisibilité dont ils ont besoin en matière d'accès aux marchés.

4. En raison de la petite taille et de la vulnérabilité de ces économies, il est donc proposé que les arrangements préférentiels en matière d'accès aux marchés mis en place par les Membres de l'OMC continuent d'être exemptés en vertu de la clause d'antériorité. Il y a déjà eu une proposition dans ce sens faite par le Groupe africain en vue du maintien des arrangements préférentiels dans le domaine de l'agriculture (Groupe africain à l'OMC: Proposition conjointe concernant les négociations sur l'agriculture, G/AG/NG/W/142).

5. Propositions

- *Exemption des arrangements commerciaux préférentiels au bénéfice de l'antériorité*

Les arrangements existants pour les produits présentant un intérêt à l'exportation pour les petites économies tributaires des préférences commerciales seront exemptés par antériorité des règles de l'OMC.

- *Érosion des préférences commerciales*

Compte tenu de l'érosion et de la disparition réelles et potentielles des marges de préférence commerciales résultant du processus de libéralisation, d'autres arrangements adéquats seront établis pour compenser les désavantages structurels inhérents à ces économies. Ces arrangements devraient inclure entre autres choses des financements spécifiques sous forme de dons et à des conditions libérales à obtenir dans le cadre du Cycle de Doha.

B. PREFERENCES EN MATIERE D'INVESTISSEMENT

6. Les préférences en matière d'investissement sont cruciales pour les petites économies en ce qu'elles leur permettent de répondre aux objectifs de leur politique de développement et politique commerciale.¹

7. Propositions

- *Préférences en matière d'investissement*

- Des mesures visant à faciliter les flux d'investissement vers ces économies par des instruments d'investissement préférentiels à long terme doivent être élaborées par les institutions financières régionales et multilatérales appropriées et mises en œuvre d'une manière qui permette aux petites économies vulnérables de participer pleinement et effectivement au système commercial multilatéral.
- Les partenaires commerciaux devraient faire des efforts ciblés pour créer des incitations et flexibilités appropriées en vue de favoriser l'investissement dans les petites économies.

¹ Les petites économies ont des structures de coûts d'exploitation intrinsèquement élevés. Voir Winters et al – *Beautiful But Costly: An Analysis of Operating Cost of Doing Business in Small Economies*, Commonwealth et CNUCED.

II. SUBVENTIONS

8. Les petites économies ont besoin de mesures visant à compenser leurs désavantages inhérents sur le plan des coûts et attirer l'investissement. Toutefois, alors que certaines mesures peuvent relever de l'Accord SMC, qui au paragraphe 1 de l'article 27 reconnaît que "les subventions peuvent jouer un rôle important dans les programmes de développement économique des pays en développement Membres", et offre donc une certaine flexibilité aux pays en développement dans l'application des subventions, cet accord n'offre pas la flexibilité dont les petites économies ont besoin pour faire face à ces désavantages inhérents sur le plan des coûts et aux problèmes de ressources. Les règles actuelles de l'OMC (article XVI du GATT de 1994 et articles 3.1 a) et 27 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires) prévoient que les incitations fiscales que les petites économies appliquent doivent être progressivement éliminées.

9. Propositions

- *Exemption pour les subventions à l'exportation*

Il devrait être convenu que le paragraphe 1 a) de l'article 3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ne s'appliquera pas aux petites économies. En conséquence, l'Annexe VII devrait être modifiée pour inclure un nouvel alinéa c) se lisant comme suit:

"chacune des petites économies suivantes:
Barbade, Fidji, Îles Salomon, Maurice, Papouasie-Nouvelle-Guinée,
Trinité-et-Tobago"

- *Réactivation des subventions ne donnant pas lieu à une action*

Il devrait être convenu, premièrement, que les dispositions de la Partie IV de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires seront réactivées et, deuxièmement, que l'alinéa 8.1 ci-après sera inclus en faveur des petites économies:

"les subventions qui sont spécifiques au sens de l'article 2 mais qui remplissent toutes les conditions énoncées aux paragraphes 2 a), 2 b) ou 2 c) et sont appliquées par les Membres suivants: Barbade, Fidji, Îles Salomon, Maurice, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Trinité-et-Tobago."

C. NEGOCIATIONS SUR L'ACCES AUX MARCHES

10. Les auteurs voudraient rappeler que des propositions concernant des questions relatives à l'agriculture et à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles ont déjà été présentées dans le contexte des négociations en cours sur l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Les intérêts de ces économies sont exposés dans les documents WT/MIN(03)/W/17 et WT/MIN(03)/W/18. La contribution que feront les petites économies dans le domaine de l'accès aux marchés pour les produits agricoles et les produits non agricoles sera proportionnée à leur capacité qui est limitée par leurs contraintes et vulnérabilités inhérentes.

Conclusion

Les auteurs traiteront le moment venu les autres propositions figurant dans le document WT/COMTD/SE/W/3.
